

Femmes, travail et société:

La société a toujours le dernier mot

Présenté par: Djamel GUERID

Les études et rencontres organisées par les différents organismes des Nations Unies sur les femmes montrent que, dans les pays développés, les femmes continuent d'être exclues des processus de décision dans les domaines économique, politique et social et dans les pays du Tiers-Monde, aucun changement significatif n'a été enregistré.

Dans les pays dits en développement, les organismes spécialisés des Nations-Unies, les organisations non gouvernementales et, bien sûr, les institutions gouvernementales de ces pays préconisent et travaillent à l'amélioration de la situation de la femme en vue d'en faire un acteur social, politique et économique à part entière.

Le problème qui se pose cependant dans ces pays est que pour changer, pour améliorer une situation, il est nécessaire d'abord d'avoir une connaissance exacte et objective de ce qu'il faut changer car une action fondée¹ sur "une connaissance suffisante" ne peut qu'"épargner des ressources toujours trop faibles et multiplier les résultats". C'est cette conviction qui se trouve à la base de ces réflexions.

L'idéologie du travail libérateur

Ce qui est remarquable présentement dans notre pays, par exemple, est la rareté et la médiocrité des études concrètes sur la moitié de la population. Ce qui domine, c'est le discours théorique ou général tenu par des intellectuel(le)s appartenant aux couches moyennes et qui sont souvent sans expérience directe des conditions de vie ou de travail de l'immense majorité de la population féminine.

1. CROZIER M. et FRIEDBERG E., *L'acteur et le système*, Paris, Le Seuil 1977, p.355

Le problème aussi est que ces réflexions ont été souvent menées à la lumière de problématiques modernistes qui "tablent" sur le travail libérateur ou l'école libératrice. Ces idéologies sont partagées par l'Etat industrialisateur, les managers d'entreprise, les journalistes, les experts internationaux...

L'idée communément admise dans ces milieux modernistes est que pour la femme, l'école comme le travail sont synonymes de libération et de progrès. Par le travail industriel, la femme se libère en tant que personne et en tant que force de travail et elle entre, de plain-pied, dans l'âge moderne. A l'instar des prolétaires de Marx-Engels, les femmes n'ont à perdre que leur chaîne et elles ont tout un monde à gagner. Une journaliste a même risqué l'idée de "chaîne (de montage) libératrice". "Oppressive en d'autres lieux, (ici, elle) est synonyme de libération" (**Algérie-Actualité** n°743, Janvier 1980). Il ne s'agit ni plus ni moins - poursuit la journaliste - que d'"une révolution silencieuse" et que, de toutes les manières, "elles ont, ces jeunes femmes tout un monde à gagner" (Idem).

Ces théories insistent plus particulièrement sur la relation entre le travail salarié et l'amélioration du statut de la femme. La sociologue marocaine F. MERNISSI² a été jusqu'à affirmer que le salaire payé à l'ouvrière constitue une révolution dans la mentalité de la société musulmane. Le travail est ainsi présenté comme "une solution à l'enfermement de la femme dans sa maison et à sa dépendance. Dans ces idéologies, la tendance est donc à l'opposition quasi-mécanique de la famille qui incarne "l'empire de la tradition" au marché du travail qui est porteur de tous les espoirs de modernité, d'émancipation et de progrès."³

Les recherches concrètes menées dans différents pays montrent que les choses sont plus complexes est que "les oppositions habituelles entre travail et famille, tradition et modernité, dépendance et autonomie, femmes et hommes"⁴ ne

2. MERNISSI F., « Le prolétariat féminin au Maroc », **Annuaire de l'Afrique du Nord**, 1980.

3. Pour une critique de cette tendance, voir le travail de TILLY L.A. et SCOTT J.W., **Les femmes, le travail et la famille**, Paris, Rivages/Histoire, 1987.

4. **Idem** , pp. 10-11.

peuvent pas en rendre compte.

La réalité du travail des femmes

Il est nécessaire de rappeler, avant toute chose, les dimensions réelles du travail féminin en Algérie. Sur une population occupée de 4 137 736 personnes en 1987, les femmes ne sont que 365 096⁵, soit 8,82 %. Il faut encore souligner que cette représentation a connu un bond significatif par rapport à 1966 (5, 42 %) et 1977 (5, 91 %) Il est utile de rappeler également que les femmes travailleuses se concentrent dans les secteurs réputés féminins comme l'enseignement (36, 69 %) et la santé (13, 60 %). Celles employées dans l'industrie sont au nombre de 45 355 soit 12, 4 % de la population féminine occupée et celles qui sont ouvrières dans ce secteur (16 310) constituent moins de 4, 5 % de cette population. Le nombre des ouvrières de l'industrie électronique s'élève à 1 827.

L'enquête que nous avons menée auprès des ouvrières de l'industrie électronique entre 1987 et 1989 a concerné un échantillon de 400 opératrices choisies dans l'atelier Assemblage du Complexe Grand Public de Sidi Bel-Abbès, l'unité de fabrication Audio de Télagh et l'unité de fabrication Antennes de Ras-El-Ma. Cette enquête amène une relativisation très grande de la vision triomphaliste et euphorique qui entoure le travail des ouvrières en général et les ouvrières de l'électronique en particulier : l'image (popularisée, bien sûr par les media et surtout par la télévision) de la femme qui, par son courage et sa détermination a réussi à forcer les portes de la maison et de l'usine appartient, pour l'essentiel à la mythologie. La réalité est un peu différente.

L'idée que je voudrais développer à partir de cette enquête est double :

- que le travail des femmes à l'usine relève moins d'une décision individuelle de la femme que d'un projet de groupe.

5. Les femmes employées dans le secteur informel seraient en nombre sensiblement égal.

- que ce travail n'est pas automatiquement synonyme de libération.

Le travail, une décision de groupe

La décision de travailler à l'usine est une décision du groupe et elle est le résultat d'un double processus de négociation, négociation entre la société locale et l'entreprise, négociation entre la société locale et ses filles candidates au travail.

Il faut imaginer cette situation inédite en Algérie : dans une petite ville sans aucune tradition industrielle et au chômage écrasant comme Télagh (50 km au sud de Sidi Bel-Abbès) ou Ras-El-Ma (40 km au sud de Télagh) de nombreux emplois sont proposés par l'entreprise électronique (l'Entreprise Nationale des Industries Electroniques, E.N.I.E.) mais c'est une offre de travail bien particulière puisqu'elle ne concerne que les femmes et que donc elle pose à la société un problème redoutable. Ce problème est le suivant : que faire pour profiter des bienfaits économiques de cette offre mais sans en payer le prix social et culturel ou, en d'autres termes, que faire pour garder à la fois les revenus et les femmes au foyer. Pour la société locale la solution réside dans la dissociation des deux niveaux c'est-à-dire dans l'emploi des seuls hommes et c'est justement ce qui est réclamé. En effet pendant longtemps l'espoir a été entretenu au sein de la population locale de voir l'entreprise revenir sur son projet d'employer majoritairement des femmes. Mais cet espoir a été déçu parce que l'entreprise s'en tint à ses seuls et propres objectifs de n'employer que des femmes parce que les femmes seules - affirme-t-elle - possèdent les qualités exigées par le travail dans l'industrie électronique comme la dextérité, la patience, la rapidité, la minutie... et que c'est pour cette raison que les choses sont ainsi dans tous les pays du monde⁶.

6. Notons que cette affirmation ne repose sur rien et qu'elle est démentie à la fois par les meilleurs travaux anthropologiques et par les recherches sur l'histoire du travail des femmes dans l'industrie. Voir à ce propos notre travail : **Les femmes à l'usine. Enquête sur les ouvrières de l'électronique** et, en particulier, le chapitre "l'idéologie des qualités féminines", Oran, U.R.A.S.C., 1990.

En fin de compte, la ville, trop pauvre, n'a eu d'autre choix que d'accepter la solution de l'entreprise trop riche c'est-à-dire d'avaliser cet échange inédit : des revenus contre des femmes (au travail).

Dans la négociation, cependant, l'entreprise offrait des garanties quant au respect des femmes qui lui étaient confiées. C'est ainsi qu'elle invitait volontiers les parents à venir rendre visite à leur fille au travail. C'est ainsi qu'elle s'efforçait de bannir ou limiter la mixité dans les ateliers et même prendre en charge une certaine police morale dans l'enceinte de l'usine...

Mais avant d'envoyer des filles à l'usine, il fallait d'abord régler un préalable : obtenir le feu vert de la tradition.

Compromis avec la tradition

Les traditions algériennes, c'est connu, sont hostiles au travail des femmes à l'extérieur (du foyer). Mais il est connu aussi que toute société qui décrète un interdit organise - dans le même temps - tout un système de dérogations qui en permet le contournement. Il en est ainsi de l'emploi féminin en Algérie.

Sont donc autorisées, en règle générale, des femmes qui en sont dans l'obligation, essentiellement pour subvenir aux besoins des leurs (enfants, frères et soeurs plus jeunes, parents...).

Il reste entendu cependant que cette dérogation revêt toujours un caractère exceptionnel. C'est plutôt une affaire individuelle personnalisée même et qui a donc le plus grand mal à s'appliquer à ce mouvement relativement important de recrutement de femmes jeunes, célibataires, scolarisées et qui apparemment ne semblent pas se trouver dans le plus grand des dénuements et qui « circonstance aggravante » ont « choisi » l'usine comme lieu de travail. Il n'en reste pas moins que pour contourner la tradition, c'est-à-dire pour bénéficier de la dérogation sociale, l'argument du besoin matériel reste essentiel et c'est ce qui explique l'extension considérable qu'il connaît. Du besoin absolu visé à l'origine par la tradition mais qui reste minoritaire on passe au besoin relatif ou secondaire qui est le cas le plus fréquent. Il y a enfin l'argument matériel le plus faible : c'est le besoin ou l'aspiration à réaliser un

certain nombre de désirs comme l'achat de bijoux, de vêtements etc. Au total, tout argument a besoin pour être socialement et culturellement accepté de se déguiser en nécessité économique pressante.

Il ne faut pas croire cependant que le recours à l'argument de la nécessité économique soit sans limite. Il est des situations où cet argument est sans effet. C'est le cas, par exemple, des familles qui désirent envoyer à l'usine plus d'une de leurs filles et qui généralement reculent pour ne pas avoir à transgresser cette sorte de code implicite. Le faire serait s'exposer à la réprobation sociale parce que visiblement ce cas répond plus à un désir d'aisance qu'à un besoin matériel incontestable.

L'organisation de l'emploi des femmes

L'interprétation de la tradition dans un sens relativement favorable au travail des femmes c'est-à-dire favorable aux intérêts de la société locale est une condition nécessaire mais non suffisante. Il s'agit plutôt d'un feu vert qui s'allume. Peuvent donc travailler des femmes dont l'état de besoin est dûment avéré ; ainsi s'énonce cette sorte de **fetwa** socialo-culturelle. Reste maintenant, pour la société locale, à en organiser l'application, en fait à en déterminer les conditions de possibilité. Ces conditions peuvent être condensées dans les quatre points suivants dont les deux premiers prennent l'aspect d'impératifs catégoriques:

1. Premier commandement : *Tu te conduiras honorablement.*

Les ouvrières sont tenues au respect d'un code de conduite doublement contraignant parce qu'il est à la fois strict et imprécis ce qui laisse à la famille seule le monopole de l'interprétation légitime. Ce code est, en fait, une série d'interdits qu'exprime bien la formule à double sens de "ne pas dévier du bon chemin". Chemin évidemment au sens matériel et au sens moral du terme.

2. Deuxième commandement : *Tu aideras financièrement ta famille.*

Cette exigence prend différentes formes depuis l'auto-prise en charge pour la préparation du trousseau jusqu'à la prise en charge totale de la famille en passant par la participation aux frais d'éducation des frères et soeurs ou l'achat ou la participation à l'achat d'appareils électroménagers ou audiovisuels.

Les deux autres conditions sont, *premièrement*, la poursuite du respect du statu quo à l'intérieur de la famille et en particulier de la prédominance des membres mâles et la continuation de l'exercice du travail domestique et, *deuxièmement*, la disponibilité de la femme qui travaille à interrompre son travail à la première injonction.

Aide matérielle à la famille, conduite irréprochable à l'extérieur et soumission à l'intérieur apparaissent donc comme les grandes exigences de la mise au travail à l'usine.

D'un enfermement à un autre

L'usine se présente à l'ouvrière comme une réalité à deux faces : elle est d'abord espace de liberté et de sociabilité qui contraste fortement avec l'enfermement familial ; elle est ensuite espace de labeur et de contraintes dont les rigueurs insoupçonnées vont jusqu'à recréer l'image d'une vie familiale paisible et chaleureuse. Les ouvrières de l'électronique semblent finalement condamnées à passer d'un enfermement à un autre.

Dans l'imaginaire de l'ouvrière industrielle commençante, famille et usine semblent fortement connotées, négativement pour la première, positivement pour la seconde. Lorsqu'on examine le système des oppositions, on s'aperçoit que "l'usine des ouvrières" n'est pas l'usine réelle avec ses mises au travail et ses disciplines mais plutôt un lieu de convivialité et de liberté. Très exactement l'usine rêvée apparaît comme l'exacte opposée de la famille réelle. La famille est enfermement, l'usine sera libération. La famille est dépendance, solitude et étouffement, l'usine sera autonomie, relations sociales et enrichissement. La famille est refoulement, besoin et désir, l'usine sera ouverture et réalisation. Les ouvrières ne trouvent pas de mots assez durs pour décrire leur vie d'enfermées où, telles des Sisyphe, elles font face à l'incontournable et à

l'interminable travail ménager. En passant de la maison familiale à l'usine, l'ouvrière passerait-elle donc du règne de la nécessité au règne de la liberté ?

Mais face à un travail intensif, répétitif, subalterne et mal payé et face à des conditions physiques et sociales insupportables l'espoir change de camp. La convivialité si recherchée parce qu'elle faisait la différence avec l'enfermement et le travail domestique se réduit comme peau de chagrin. L'homme et la chaîne veillent. Dès lors, passée la période d'euphorie, l'usine redevient l'espace de labeur, d'enfermement et de domination qu'elle n'a jamais cessé d'être. Et elle se met à ressembler étrangement à la maison familiale si décriée au début et, curieux retournement des choses, c'est la famille qui, face à l'usine, reprend de la positivité. Et c'est tout naturellement que les termes mêmes utilisés pour dénoncer l'enfermement familial apparaissent pour décrire les misères usinaires : prison, oppression, arbitraire.

C'est alors que se met en place et se développe l'idée du retour à la maison et ce retour commence même à être préparé et rationalisé. C'est un total renversement de situation qui se produit : la jeune femme était sortie de la maison familiale parce qu'elle s'y ennuyait et étouffait ; maintenant c'est de l'usine qu'elle veut sortir pour les mêmes raisons.

Et ce qui permet de sortir de ce dilemme c'est le mariage. Il n'est pas alors surprenant de constater que sur les 319 célibataires de l'échantillon (qui en compte 400), 55 % affirment ne pas vouloir travailler après le mariage et 33 % disent vouloir s'en remettre à la décision du futur mari, ce qui, en fait, revient au même. Au total, la femme part de la maison et c'est à la maison qu'elle retourne après ce qu'il faut bien appeler la parenthèse usinaire. La plupart des ouvrières semblent accepter ce que certaines appellent leur destin. Il faut préciser cependant qu'il ne s'agit pas de la même maison. La maison d'arrivée est bien différente de la maison de départ et la femme qui arrive chez son mari est différente de la femme qui est sortie de chez ses parents. La parenthèse usinaire a produit chez elle des effets qui peuvent être indélébiles.

Conclusions

Aux termes de cette intervention, deux conclusions peuvent se dégager :

Première conclusion : Il ne peut être parlé de désenfermement ou de libération par l'usine d'abord parce que l'usine elle-même est un espace d'enfermement et d'asservissement et ensuite parce que l'usine est organisée sur le modèle de la famille avec son paternalisme, ses hiérarchies et ses subordinations.

Deuxième conclusion : Le travail des femmes relève moins du libre-arbitre de la femme que d'une décision du groupe. Détacher une femme à l'usine ne semble pas différer beaucoup quant à sa signification profonde de la mission qui était confiée à l'homme envoyé travailler en France. Dans l'un comme l'autre cas, l'intérêt supérieur du groupe c'est-à-dire sa permanence l'exigeait.

La différence est que l'homme émigré envoyé en mission par le groupe, et parce qu'il se trouve loin du groupe et dans un autre contexte peut s'autonomiser et se mettre à travailler pour son propre compte, c'est-à-dire à la réalisation de son propre projet et non celui du groupe. Cette évolution individualisante n'est pas permise à l'ouvrière industrielle en Algérie.

En fait, tout semble se passer comme si chaque individu était attaché par un fil à la société. La différence est que le fil qui lie l'homme est plus long et plus élastique que celui de la femme, ce qui évidemment lui assure une liberté de manoeuvre plus grande. Mais il y a pour les deux les limites au-delà desquelles le fil casse et la société rejette le "contrevenant" c'est-à-dire ne le reconnaît plus comme l'un des siens.

La société a donc toujours le dernier mot. Or, c'est avec la société que l'on peut avancer et non en dehors d'elle ou contre elle. On revient alors au point de départ : il est nécessaire avant toute chose de s'efforcer de cerner le plus objectivement possible la réalité à transformer. En effet, plus que jamais la connaissance du monde doit précéder sa transformation.